

L'intégration monétaire de l'Europe : état de la question et perspectives

Le 1^{er} janvier 1999, il y a déjà bientôt 10 ans, naissait l'euro. Celui-ci est devenu depuis le 1^{er} janvier 2002 une monnaie sonnante et trébuchante dans le porte-monnaie de nombreux Européens – et pas seulement d'Européens. La zone euro est constituée dès le 1^{er} janvier 2008 de 15 des 27 Etats membres de l'Union européenne (UE), qui représentent ensemble une population de 318 millions de personnes et un poids économique considérable. Au-delà de sa parité avec le seul dollar américain, qui fait l'objet de toutes les attentions, l'euro est clairement une monnaie forte, dont le rôle et le poids internationaux vont en s'affermissant. Les perspectives d'élargissement de la zone euro dans les prochaines années représentent un autre facteur incontournable. L'intégration monétaire de l'Europe constitue assurément le pan le plus fédéralisé de la construction européenne. Avec le marché intérieur, elle est l'un des piliers d'un édifice de paix et de prospérité initié progressivement après la Seconde Guerre mondiale.

Le chemin parcouru a été long. Cette réalisation n'était de loin pas évidente.¹ C'est véritablement dans la deuxième partie des années 1980 et au tournant des années 1990, dans les pas du marché unique et dans un contexte géopolitique bouleversé par la réunification allemande, elle-même le fruit de la fin de la Guerre froide, que la mise en place de l'union économique et monétaire (UEM) s'est esquissée. De ce point de vue, on peut dire que le traité de Maastricht, signé en 1992, représente une fenêtre d'opportunité unique que les dirigeants européens ont su saisir malgré toutes les oppositions, y compris les plus vives.² Dans les discussions homériques autour du traité de Maastricht et de sa mise en œuvre, le modèle allemand d'une banque centrale indépendante, d'une monnaie forte et d'une lutte stricte contre l'inflation a prévalu.³ Les critiques et les oppositions furent vives. Elles étaient économiques et politiques, mais les dimensions identitaires, symboliques et psychologiques étaient aussi exacerbées.⁴

Les avis sur l'euro apparaissent à l'heure actuelle nettement plus positifs. On peut en effet mettre en avant le rôle de stabilisation monétaire de l'euro pour les pays l'ayant adopté, la mise en pratique d'une sagesse monétaire et une lutte contre l'inflation efficace. Le problème de la croissance hésitante dans de nombreux pays européens et de l'apparent manque de réformes structurelles demeure certes.⁵ Il s'agit, comme nous allons le voir, d'un autre débat

¹ Les nombreuses difficultés surmontées apparaissent très bien dans la magnifique étude historique sur l'Europe monétaire écrite par mon Maître et Ami : Pierre du Bois, *Histoire de l'Europe monétaire (1945-2005) : Euro qui comme Ulysse...*, Presses universitaires de France, Paris, 2008.

² Charles Wyplosz, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, évoque très bien cette notion de fenêtre d'opportunité : Charles Wyplosz, « European Monetary Union: the dark sides of a major success », *Economic Policy*, Vol.21, No.46, April 2006, p.207.

³ CEPS Macroeconomic Policy Group, *EMU at Risk: 7th Annual Report of the CEPS Macroeconomic Policy Group*, Centre for European Policy Studies, Brussels, June 2005, pp.48-49.

⁴ du Bois, *op.cit.*

⁵ Ces questions ont fait l'objet du 4^e Dialogue européen organisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Dorigny le 21 septembre 2007, intitulé « L'euro : un succès inachevé ? », en présence de Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, de Jean-Pierre Roth, président de la direction générale de la Banque nationale suisse, du professeur Dariusz Rosati, député au Parlement européen (Pologne, Groupe socialiste), et du professeur Bronisław Geremek, président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, député au Parlement européen (Pologne, Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe) et ancien ministre des affaires étrangères de Pologne. L'enregistrement audio du Dialogue se trouve dans les archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

avec cependant des liens étroits avec celui sur la conduite de la politique monétaire dans la zone euro.

La stabilité monétaire a assurément aussi des vertus politiques. Comme le relèvent des observateurs avisés de la politique européenne, c'est grâce à l'euro que la Belgique a évité d'ajouter une crise monétaire à une crise institutionnelle.⁶ Et des pays comme la France et l'Italie risqueraient de « dévisser » sans cette ombrelle de stabilité.⁷ Tout irait-il ainsi pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Il ne faut jamais oublier non plus que les perceptions sont parfois aussi importantes que la réalité des choses elle-même.⁸ Les interrogations sur l'attitude de l'opinion publique face à l'euro, qui sont aussi essentielles, devront être scrutées. Il conviendra également de se pencher sur le problème de la difficile réforme économique en Europe et de la faible croissance car, indépendamment de la véracité de l'argument, l'euro en est parfois blâmé.

Des économistes sérieux parlent de risques pour la durabilité de l'UEM. Qu'en est-t-il ? D'autre part, les discussions sur le pacte de stabilité et de croissance sont vives et controversées. Ce pacte est-il souhaitable ? Est-il opérant ? Même si la zone euro s'élargit, rien n'est moins sûr que la possibilité pour l'UEM d'amener les Européens vers une union politique. Cette question essentielle devra être évoquée.

Quelle pourrait être la place future de l'euro dans le monde ? Pour beaucoup d'Européens, la dimension internationale de l'euro semble se résumer à des soucis liés à une appréciation croissante de leur monnaie face au dollar. Malgré l'affirmation de l'euro dans les faits, il n'y a pas eu de bouleversements du système (ou plutôt du non système) monétaire international. Les Européens sont hésitants devant ce nouveau pouvoir qui apparaît à portée de main, et mal équipés en l'état pour le saisir à bras le corps, ne parlant pas d'une seule voix dans les enceintes internationales.

L'euro serait-il donc un succès inachevé ?⁹ Son succès apparaît indéniable. Le point d'interrogation concernerait donc plutôt le terme « inachevé ». Mais quelle est sa place dans l'édifice communautaire d'ensemble ? Et pourrait-il être menacé ? Voilà deux questions capitales et délicates.

Cet article vise à présenter les questions et thèmes introduits ci-dessus en se plongeant dans les débats économiques et politiques, mais sans entrer dans les discussions de caractère technique concernant la conduite de la politique monétaire proprement dite. Nous allons tenter de présenter de la façon la moins technique possible tous ces enjeux et débats.¹⁰

L'opinion publique face à l'euro

Un sondage communautaire – l'Eurobaromètre – montre que le soutien à l'UEM dans les Etats membres appartenant à la zone euro reste positif, mais une érosion peut être clairement constatée. En septembre 2006, 48% des personnes interrogées jugeaient que l'adoption de l'euro est globalement avantageuse, 38% pensant le contraire. L'affaiblissement en quatre ans

⁶ Radio suisse romande, *Journal du matin*, mardi 11 décembre 2007, 7h15.

⁷ Entretien avec Jacques Pilet, journaliste, le 3 décembre 2007.

⁸ Cela est l'un des enseignements du professeur Pierre du Bois, qu'il rappelait avec force à ses étudiants.

⁹ Pour reprendre le titre du 4^e Dialogue européen précité, organisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

¹⁰ Pour préparer la présente contribution, nous avons utilisé diverses sources ainsi que la littérature scientifique des trois dernières années (2005-2007).

est clairement visible : les jugements positifs sont passés de 59 à 48% et les jugements négatifs de 29 à 38%. En 2006, les pays les plus positifs vis-à-vis de l'euro étaient l'Irlande, la Finlande et le Luxembourg. Les pays les moins positifs étaient quant à eux l'Italie, la Grèce, l'Allemagne et les Pays-Bas.¹¹

Pour les personnes trouvant avantageuse l'adoption de l'euro, les avantages les plus souvent cités sont la possibilité de voyager plus facilement et à moindre coût, une plus grande aisance dans les comparaisons de prix et un renforcement du statut de l'Europe dans le monde.¹² Le problème principal identifié de façon quasi-unanime par les personnes trouvant l'adoption de l'euro désavantageuse est l'augmentation des prix.¹³ On peut poursuivre dans cette direction : quand on demande aux citoyens, indépendamment de leur jugement global sur l'euro, quel est son effet sur la stabilité des prix, 93% indiquent qu'il a contribué à l'augmentation des prix, 5% qu'il n'a pas eu d'impact et 1% qu'il a limité leur augmentation.¹⁴

En septembre 2006, 78% des personnes interrogées dans la zone euro jugeaient que leur monnaie n'avait aucun impact sur l'identité européenne, 19% se sentant un peu plus européens et 2% un peu moins. Trois ans auparavant, le taux de personnes estimant que l'euro n'avait pas d'impact sur l'identité européenne était de 80%.¹⁵ L'encéphalogramme reste plat malgré l'écoulement du temps.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, met l'accent sur le soutien des Européens en faveur de l'indépendance de son institution et de la stabilité des prix. Dans ses termes : « Il faut le savoir, 70% des Français par exemple approuvent l'indépendance de la Banque centrale européenne vis-à-vis des gouvernements pour assurer la stabilité des prix. Et pour vous donner un autre chiffre : 83% des Allemands répondent aussi 'nous approuvons' à cette question. [...] Et c'est la même chose dans tous les pays. Au total, je peux dire, trois Européens sur quatre de la zone euro soutiennent cette indépendance de la Banque centrale pour assurer la stabilité des prix et je dirais que la recommandation qu'ils nous adressent, c'est 'soyez alertes, donnez-nous la stabilité des prix'. »¹⁶

Derrière ces divers chiffres se trouve la question de la légitimité de la politique suivie. Le président Trichet met l'accent sur le fait que son institution a reçu un mandat de 27 démocraties politiques.¹⁷ En même temps, les sondages censés représenter l'opinion publique apparaissent incontournables. Juridiquement, le mandat de l'Eurosystème est là. Il est clair et incontestable. Avec les règles en vigueur, il ne pourrait être changé par les Etats membres de l'UE qu'à l'unanimité. Mais si les sondages devaient tourner à l'avenir, des risques de frictions avec les opinions publiques deviendraient possibles.

Pourquoi constate-t-on cette érosion du soutien en faveur de l'euro ? Est-ce inquiétant ? Pour Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la BCE, les Etats membres ne donnent pas à l'UE les moyens de véritablement participer à la gouvernance du monde. Et parfois ils en font

¹¹ 7% des personnes considérant qu'il n'y avait pas de changement et 7% ne sachant pas ou ne souhaitant pas répondre. Source : European Commission, *The Eurozone, 5 Years after the Introduction of the Euro Coins and Banknotes: Summary*, Flash Eurobarometer 193 – The Gallup Organization, November 2006, p.13.

¹² *Ibid.*

¹³ 81% des personnes identifient ce problème.

¹⁴ Le pourcent restant ne savait pas ou ne voulait pas s'exprimer. Source : *Ibid.*, p.14.

¹⁵ Même remarque qu'à la note précédente. Source : *Ibid.*, p.16.

¹⁶ *Jean-Claude Trichet*, président de la Banque centrale européenne, interview accordée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME) le 21 septembre 2007, Médiathèque de la FJME, Lausanne.

¹⁷ *Ibid.*

un bouc émissaire. L'UE perd en popularité et les citoyens sont amenés à douter que plus d'intégration soit un bien.¹⁸ Les économistes du Centre for European Policy Studies (CEPS), un important think tank bruxellois,¹⁹ se réfèrent aux débats politiques en France à l'occasion du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Ils évoquent aussi le syndrome du bouc émissaire faisant que des réformes impopulaires sont présentées comme étant dictées par Bruxelles. Ils craignent que ce ne soit qu'une question de temps pour que cette insatisfaction gagne également le domaine monétaire. Ils notent que le financement futur des retraites constitue une bombe à retardement dans le contexte d'une baisse de la croissance de la productivité et d'un déclin démographique.²⁰ Dans ce contexte, l'économiste Jean Pisani-Ferry se réfère à la dernière campagne présidentielle française en critiquant les responsables politiques pour leur manque de retenue. Et que dire des initiatives du président Sarkozy, perçues comme une offensive face à la BCE, et d'un sentiment perçu d'incompréhension franco-allemande ? Mais Jean Pisani-Ferry critique aussi dans l'autre sens les dirigeants de la BCE qui oublieraient que, à côté de la stabilité des prix, c'est l'équilibre – et non le niveau – des finances publiques qui compte.²¹

Il est vrai que le président Trichet a fait des déclarations sur la question devant la commission économique et monétaire du Parlement européen : « Il y a, à n'en pas douter, de bonnes et de mauvaises choses qui se font au sein de la zone euro. À mon sens, toutes les mesures destinées à réduire les déficits budgétaires sont bonnes, et toutes les mesures destinées à maintenir ou à réduire les dépenses publiques par rapport au PIB dans la majeure partie des pays où elles étaient manifestement trop élevées – à l'échelon européen ou mondial, en termes de concurrence – sont bonnes. »²² Autre déclaration : « Je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'il existe d'énormes écarts entre le niveau des dépenses publiques des divers pays proportionnellement à leur PIB. Pour vous donner un ordre de grandeur, on observe une différence de 20 % en pourcentage du PIB entre les pays qui dépensent le plus et ceux qui dépensent le moins. Aussi, on peut se demander comment on pourrait harmoniser tous les éléments de la fiscalité avec des écarts aussi importants. Il importe grandement de tenir compte du fait que ceux dont le volume des dépenses publiques est très important doivent se demander si ce volume est tout à fait justifié en termes d'optimisation et d'efficacité des dépenses. Au demeurant, le problème de l'harmonisation des impôts resterait très important et impossible à résoudre si l'on maintient les énormes écarts des dépenses. »²³

Le professeur Charles Wyplosz est aussi inquiet du fait que l'on blâme l'Europe, et l'union monétaire en particulier, pour les maux économiques dont souffrent certains Etats membres. Pour lui, il s'agit d'une menace très sérieuse pour les institutions européennes. Comme lui et les autres auteurs précités, on doit effectivement s'inquiéter de l'érosion du soutien populaire

¹⁸ Lorenzo Bini Smaghi, « Powerless Europe: Why is the Euro Area Still a Political Dwarf? », *International Finance*, Vol.9, No.2, August 2006, p.276.

¹⁹ Site web : <<http://www.ceps.be>>.

²⁰ CEPS Macroeconomic Policy Group, *EMU at Risk: 7th Annual Report of the CEPS Macroeconomic Policy Group*, Centre for European Policy Studies, Brussels, June 2005, pp.47-49.

²¹ Jean Pisani-Ferry, « In Search of a Balanced View of the European Bank », *Financial Times*, 29th March 2007.

²² Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, 21 novembre 2005. Les Dialogues monétaires de la période 2004-2007 sont disponibles sur le site web du Parlement : <http://www.europarl.europa.eu/comparl/econ/emu/default_en.htm#> (5 janvier 2008).

²³ Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, lundi 11 juin 2007.

en faveur de l'euro. Lorsque l'on tente d'analyser les facteurs d'érosion, on se rend compte de la grande difficulté à les changer à brève échéance.²⁴

L'euro, l'intégration économique et les réformes structurelles en Europe

La nécessité de procéder à des réformes structurelles en Europe apparaît comme un leitmotiv dans la bouche de nombreux responsables nationaux et européens, qu'ils soient actifs dans la sphère économique ou politique. Il est entendu par là en général la nécessité de réformer les marchés des produits et du travail dans le sens de plus de flexibilité et de concurrence ainsi que de promouvoir la modération salariale. Le langage de la BCE va exactement dans le même sens.²⁵ Celle-ci se plaît d'ailleurs à souligner que 12 millions d'emplois ont été créés dans la zone euro entre 1999 et 2007, contre moins de 3 millions entre 1991 et 1999.²⁶ Le Danemark et l'Irlande sont fréquemment mentionnés comme des parangons.

Malgré l'achèvement théorique du marché intérieur à la fin 1992, sa consolidation et son approfondissement peuvent faire penser au travail de Sisyphe. De plus, l'intégration des marchés ne représente qu'une étape. Encore faut-il que l'économie européenne soit dynamique et compétitive. On touche ici des domaines où de fortes divergences entre les Etats membres existent, et où les citoyens et les opinions publiques sont très rétifs face aux réformes. Ceci peut expliquer pourquoi le processus de Lisbonne, initié en 2000 et adapté en 2005, a globalement fourni des résultats en deçà des attentes. L'importance du secteur des services, qui contribue à 70% du PIB de l'Union et est encore mal intégré, ne saurait être sous-estimée. Que l'on se rappelle les débats vigoureux autour du projet de directive Bolkestein. La monnaie unique, si elle donne les bases pour une politique de compétitivité, ne saurait suffire à elle seule.²⁷ Les écarts de compétitivité entre les Etats membres de la zone euro, et au premier plan entre l'Allemagne et l'Italie, sont souvent mentionnés. Pour la BCE, il est clair que ces écarts doivent être supprimés.²⁸

Le député européen Werner Langen²⁹ manifeste son inquiétude en ces termes : « Les écarts de compétitivité engendrent des risques aujourd'hui beaucoup plus élevés d'assister à un

²⁴ Charles Wyplosz, « European Monetary Union: the dark sides of a major success », *Economic Policy*, Vol.21, No.46, April 2006, p.247.

²⁵ Voir à titre d'exemple les propos suivants tenus par Jean-Claude Trichet devant la commission économique et monétaire du Parlement européen : « Nous devrions tous avoir conscience que si la stabilité des prix est une condition nécessaire, elle n'est pas une condition suffisante en soi pour la croissance économique durable et la création d'emplois. Comme je l'ai souligné auparavant, le potentiel de croissance de l'économie de la zone euro est en définitive déterminé par ses aspects structurels. C'est pourquoi la BCE invite si souvent les responsables politiques à entreprendre résolument les réformes structurelles de la stratégie de Lisbonne – je sais que nous sommes d'accord avec le Parlement européen sur ce point précis – et l'achèvement complet du marché intérieur. Tous deux relèveraient la « limitation de vitesse » de l'économie de la zone euro. » Source : Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, mercredi 21 juin 2006.

²⁶ Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, mercredi 21 mars 2007.

²⁷ *Dariusz Rosati*, député au Parlement européen (PE), membre de la commission économique et monétaire du PE, interview accordée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME) le 21 septembre 2007, Médiathèque de la FJME, Lausanne.

²⁸ Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, mardi 10 octobre 2006.

²⁹ Député européen venant d'Allemagne, membre du Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens) et des Démocrates européens.

éclatement de la zone euro. »³⁰ Force est de constater qu'une certaine vague de pessimisme semble prévaloir auprès de plusieurs économistes depuis 2005.

Pour les économistes du CEPS, la perspective d'échec de l'UEM n'est plus exclue. Le manque de discipline budgétaire des principaux Etats membres est relevé, ainsi que les pressions sur la BCE pour qu'elle change de vision. L'écart de compétitivité entre l'Allemagne et l'Italie, l'anémie de la performance économique des trois plus grandes économies de la zone euro (les deux pays précités plus la France), représentant ensemble trois quarts du PIB de la zone, ainsi que la déception liée à la mise en œuvre du processus de Lisbonne, sont mises en avant.³¹

Assez naturellement, le président Trichet exclut la possibilité qu'un pays puisse quitter la zone euro ; dans ses termes : « J'exclus catégoriquement la possibilité qu'un quelconque pays quitte la zone euro. J'ai déjà dit que je ne pouvais pas faire ce genre de suppositions, et je les ai même qualifiées d'absurdes. »³²

L'économiste britannique Simon Tilford, du Centre for European Reform à Londres, est particulièrement soucieux. Il s'inquiète de la baisse du rythme des réformes structurelles dans la zone euro, de la mauvaise gestion des finances publiques, du manque de flexibilité des marchés et de transferts budgétaires insuffisants. Il va jusqu'à donner une probabilité de 40% au pire scénario – celui de l'éclatement de la zone euro.³³ Xavier Debrun et Jean Pisani-Ferry s'inquiètent aussi du manque de cohérence des réformes mises en œuvre dans la zone euro et d'une diminution de la tendance à réformer.³⁴

Sur la base de l'analyse des taux pratiqués par les marchés, Charles Wyplosz est moins pessimiste, ne craignant pas de dislocation de l'UEM. Il est toutefois contré par Stephen Nickell, membre du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, qui relève l'importance toujours actuelle de possibles chocs asymétriques et par Martin Wolf, le célèbre chroniqueur du Financial Times, qui marque un point lorsqu'il signale que si les citoyens de la zone euro, s'ils raisonnent comme lui et voient la situation économique difficile de leur espace monétaire, vont se demander pourquoi l'euro est si merveilleux, quelles que soient les causes véritables des difficultés.³⁵

Que penser de tout cela ? Les écrits de plusieurs économistes sont très percutants et dérangeants. L'apocalypse monétaire serait-elle pour demain en Europe ? Seul l'avenir apportera bien entendu les réponses. Il faut demeurer humble dans notre capacité à prévoir des phénomènes si complexes que ceux discutés ici. Cette complexité est encore accrue par le fait que la construction européenne – et la monnaie unique en son sein – sont tout autant guidées par des considérations politiques, voire stratégiques, que purement économiques et

³⁰ Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, mercredi 21 mars 2007.

³¹ CEPS Macroeconomic Policy Group, *EMU at Risk: 7th Annual Report of the CEPS Macroeconomic Policy Group*, Centre for European Policy Studies, Brussels, June 2005, VI-68p.

³² Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, mercredi 21 mars 2007.

³³ Simon Tilford, *Will the Eurozone Crack?* Centre for European Reform, London, September 2006, 61p.

³⁴ Xavier Debrun and Jean Pisani-Ferry, *Economic Reforms in the Euro Area: Is There a Common Agenda?* Bruegel, Brussels, Bruegel Policy Contribution, No.5, November 2006, 7p. Jean Pisani-Ferry est directeur de Bruegel (Brussels European and Global Economic Laboratory) et enseigne à l'Université de Paris-Dauphine. Xavier Debrun était basé auprès de Bruegel au moment de la parution de l'étude.

³⁵ Charles Wyplosz, « European Monetary Union: the dark sides of a major success », *Economic Policy*, Vol.21, No.46, April 2006, pp.207-261 ; y inclus la discussion par Stephen Nickell et Martin Wolf aux pp.247-256.

monétaires. Que nous disent les leçons de l'histoire ? L'étude de référence du professeur Pierre du Bois nous montre qu'il y a toujours eu des Cassandre parmi les économistes analysant les perspectives d'union monétaire en Europe, y compris jusqu'au dernier moment avant la naissance de l'euro.³⁶ Cela semble se poursuivre...

Derrière nombre de craintes formulées se trouve – parfois se dissimule devrait-on plutôt dire – une théorie vieille de bientôt 50 ans, celle des zones monétaires optimales, qui prescrit que la zone euro n'a pas les propriétés de base requises pour qu'une union monétaire puisse y fleurir dans la durée. Mais les économistes de toute façon ne sont pas non plus unanimes. Ce qui est réconfortant en tout cas est de voir que les plus hauts responsables de la BCE, lorsqu'ils discutent des fondamentaux de l'économie européenne, partent des mêmes observations et constats que les Cassandre. Ils voient tout aussi bien les écarts de productivité, mais ils les mettent en perspective différemment et arrivent à des conclusions moins pessimistes. Reste que leur métier est de ne jamais sombrer dans la dramatisation et qu'ils soutiennent également la nécessité de réformes structurelles au sein des Etats membres de l'UEM. On n'assiste en tout cas pas à un débat classique et ancien entre une droite voulant réformer et une gauche rétive. Les propos de l'eurodéputé socialiste Dariusz Rosati sont éloquentes à cet égard. Il cite les pays nordiques en exemple.³⁷ Le président Trichet goûte quant à lui parfois à l'audace de citer des modèles. Il mentionne alors l'Irlande et le Danemark. Mais le président Trichet reste prudent de ne les nommer qu'à titre d'exemple, afin de ne pas exclure d'autres pays.

En étant quelque peu schématique, on peut dire que plus un pays est petit, plus il semble avoir de chances de bien réussir. Et plus il se trouve vers le Nord de l'Europe, mieux cela sera. Effectivement, l'Italie figure en haut de la liste des pays causant des inquiétudes, et l'Espagne apparaît aussi.

Le futur des réformes structurelles en Europe est complexe et nul n'est prophète. Comme ce phénomène se combine avec celui des opinions publiques et leur degré d'acceptation des réformes, le système est hautement complexe et potentiellement très changeant.

Le cadre institutionnel de l'union économique et monétaire

Pour le président Trichet, les institutions en place sont convenables. Selon ses termes : « Je crois que dans mon domaine, c'est-à-dire celui de l'économie, de la monnaie, du bon fonctionnement d'une économie aussi intégrée que possible, d'un marché unique achevé avec une monnaie unique, je dois dire que les institutions que nous avons me paraissent personnellement convenables pour achever ce qui nous a été demandé, c'est-à-dire d'arriver à avoir ce marché unique avec monnaie unique bien achevé. [...] Je crois que l'union économique et monétaire, telle qu'elle a été dessinée et décidée, est cohérente en soi. Sinon, je ne serais pas dans la position où je suis et je n'aurais pas au nom de la Banque centrale européenne et avec tous mes collègues du Conseil des gouverneurs – nous sommes 19 aujourd'hui – la crédibilité européenne et mondiale que nous avons. S'il y avait une faute de conception, un défaut de construction dans l'UEM, il serait nécessairement décelé par

³⁶ du Bois, *op.cit.*

³⁷ *Dariusz Rosati*, député au Parlement européen (PE), membre de la commission économique et monétaire du PE, interview accordée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME) le 21 septembre 2007, Médiathèque de la FJME, Lausanne.

l'ensemble des observateurs. Nous sommes sous le contrôle du monde entier, un contrôle ultra attentif, ultra précis sous tous les angles. »³⁸

Si l'on considère que le pacte de stabilité et de croissance fait partie du cadre institutionnel de l'UEM, force est de constater que celui-ci donne lieu à de grands débats et controverses, et cela depuis ses débuts. Comme le pacte est supposé pérenniser les fameux critères de convergence du traité de Maastricht, eux-mêmes âprement discutés en leur temps, on ne s'étonnera pas des controverses sans fin.

Pour la BCE, le pacte est vital à la stabilité de l'UEM, le président Trichet disant même qu'il représente en fait à lui tout seul le 'E' de l'UEM. L'union économique, ce serait ainsi le pacte de stabilité et de croissance.³⁹ La BCE, qui s'était opposée à la réforme du pacte concoctée entre 2003 et 2005, juge essentiel d'appliquer maintenant strictement et intégralement ses dispositions revues.

Charles Wyplosz relève que le pacte ne serait pas indispensable en soi, le traité de Maastricht contenant déjà les clauses nécessaires.⁴⁰ Les Etats membres ayant un biais vers les déficits publics, pour des raisons qui leur sont propres, le grand risque est à ses yeux que l'intégration européenne soit utilisée par les gouvernements pour résoudre leurs problèmes domestiques, au risque de dresser les électeurs contre la construction européenne.⁴¹

Le fonctionnement de l'UEM jusqu'à maintenant a pu donner le sentiment d'un traitement inégal des petits et des grands pays, ces derniers apparaissant favorisés. Le député européen et membre de sa commission économique et monétaire Dariusz Rosati relève : « Nous ne sommes pas tellement satisfaits avec le fonctionnement de ce pacte parce que nous avons vu beaucoup d'exemples quand les règles n'ont pas été observées, ont été violées simplement, malheureusement même par les grands pays comme l'Allemagne, qui a été champion de la discipline fiscale, mais jusqu'à un certain moment seulement. Voyez, quand il y avait des problèmes fiscaux en Allemagne, l'Allemagne a obtenu une permission d'avoir un déficit plus élevé. Je pense que ce n'est pas bon, les règles doivent être égales pour tout le monde, pour tous les pays. »⁴²

Les économistes du CEPS notent que le pacte est loin d'être parfait, mais qu'il est le meilleur instrument existant pour assurer la discipline budgétaire. Sa mise en œuvre est cependant déficiente, preuve en est l'existence de déficits structurels dans les Etats membres. Le risque implicite dans l'analyse de ces experts est que la zone euro devienne une zone inflationniste à monnaie faible.⁴³ Sans préjuger de la gravité de ce risque, il n'est pas le même que celui évoqué par d'autres d'un éclatement de la zone euro.

³⁸ Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, interview accordée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME) le 21 septembre 2007, Médiathèque de la FJME, Lausanne.

³⁹ Parlement européen, Commission économique et monétaire. *Dialogue monétaire avec M. Jean-Claude Trichet, président de la BCE*. Bruxelles, mercredi 21 juin 2006.

⁴⁰ Soit l'interdiction de monétiser les dettes publiques et la 'no-bailout clause'.

⁴¹ Charles Wyplosz, « European Monetary Union: the dark sides of a major success », *Economic Policy*, Vol.21, No.46, April 2006, pp.227-228.

⁴² Dariusz Rosati, député au Parlement européen (PE), membre de la commission économique et monétaire du PE, interview accordée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME) le 21 septembre 2007, Médiathèque de la FJME, Lausanne.

⁴³ CEPS Macroeconomic Policy Group, *EMU at Risk: 7th Annual Report of the CEPS Macroeconomic Policy Group*, Centre for European Policy Studies, Brussels, June 2005, p.21.

Face aux risques évoqués, qu'ils soient ceux de divergences pouvant conduire à une dislocation de la zone euro ou ceux d'une zone à monnaie faible s'accommodant d'une importante inflation, il est intéressant de se demander si l'attribution d'un vrai pouvoir budgétaire substantiel au niveau européen, avec comme corollaire une augmentation des pouvoirs du Parlement européen qui se rapprocherait ainsi plus d'un vrai parlement national, pourrait constituer à terme une « sortie par le haut ». On pourrait en effet théoriquement imaginer que des pays ayant une tradition de monnaie forte et une culture de stabilité monétaire, puissent, à l'occasion d'une crise, donner un ultimatum à ceux en phase de décrochage, les sommant de remettre leur maison en ordre. Pour ces pays affaiblis, il pourrait y avoir des incitations fortes à reprendre leur indépendance monétaire, si la situation devait leur apparaître inextricable. Mais, en même temps, les coûts de sortie de l'UEM seraient particulièrement élevés : forte dévaluation monétaire, grande inflation, taux d'intérêt nominaux à la hausse, augmentation du coût du service de la dette et risque d'explosion de cette dernière. Le compromis à cette occasion pourrait être d'aller vers plus d'Europe, c'est-à-dire une évolution en direction d'une union politique.

Pour conclure cette discussion du cadre institutionnel de l'UEM, relevons encore deux thèmes de doléance qui sont parfois mentionnés. Le premier concerne la transparence des décisions du Conseil des gouverneurs de la BCE. Plusieurs personnes regrettent que les procès-verbaux des séances du Conseil ne soient pas rendus publics, à l'instar de ce qui se pratique aux Etats-Unis. A ceci, le président Trichet répond en premier lieu que la zone euro n'est pas une fédération, donc implicitement qu'il serait dangereux de faire savoir comment votent les membres du Conseil, qui pourraient être de ce fait soumis à des pressions exacerbées dans leur pays, et en deuxième lieu que la BCE a été la première banque centrale du monde à fournir des explications détaillées et en temps réel de ses décisions, donc qu'elle est totalement transparente tout en demeurant indépendante. En outre, il y a tous les 15 jours un dialogue entre le Conseil des gouverneurs de la BCE, le président de l'Eurogroupe⁴⁴ et le commissaire en charge des affaires économiques et monétaires. L'Eurogroupe invite aussi tous les mois le président et le vice-président de la BCE et le Parlement est impliqué dans des Dialogues monétaires avec le président de la BCE.⁴⁵ Charles Wyplosz relève cependant que, à la différence des Etats-Unis, le Parlement européen n'exerce aucun vrai pouvoir sur la BCE.⁴⁶

Le deuxième thème de doléance parfois mentionné à l'encontre du fonctionnement institutionnel de l'UEM concerne la nomination des membres du directoire de la BCE. La question du traitement différencié entre petits et grands pays apparaît ici à nouveau. Les eurodéputés ne sont pas les seuls à se saisir du thème.⁴⁷ L'économiste Jean Pisani-Ferry constate également le fait qui s'est imposé en pratique, sans qu'il soit suggéré dans les traités, que les quatre grands pays de la zone euro (France, Allemagne, Italie et Espagne) soient représentés au directoire de la BCE. Pour Jean Pisani-Ferry, cette pratique est discutable car elle ne se conforme pas à l'esprit des traités où personne au Conseil des gouverneurs ou au

⁴⁴ L'Eurogroupe est le groupe informel des ministres des finances de la zone euro, avec un président permanent depuis 2005 en la personne du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

⁴⁵ Voir notamment les interventions de l'eurodéputé britannique John Whittaker (Groupe Indépendance/Démocratie) et du président Trichet lors du Dialogue monétaire du 14 septembre 2005. Voir aussi l'intervention du président Trichet lors du Dialogue monétaire du 21 juin 2006, ainsi que son intervention et celle de l'eurodéputé Dariusz Rosati lors du 4^e Dialogue européen de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

⁴⁶ Charles Wyplosz, « European Monetary Union: the dark sides of a major success », *Economic Policy*, Vol.21, No.46, April 2006, p. 243.

⁴⁷ Voir l'intervention de Pervenche Berès (France, Groupe socialiste), présidente de la Commission économique et monétaire du Parlement européen, ainsi que celle de Ieke van den Burg (Pays-Bas, Groupe socialiste) lors du Dialogue monétaire du 20 février 2006.

directoire de la BCE ne représente un pays en particulier. D'autre part, ce mode opératoire limite le choix disponible et contredit le principe que ce sont les compétences plutôt que la nationalité qui devraient prévaloir.⁴⁸

L'élargissement de la zone euro

Après la Slovaquie en 2007, Chypre et Malte en 2008, de nouvelles adhésions sont attendues dans les années à venir. D'un point de vue juridique, la situation est claire : tous les Etats membres de l'UE, à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark, ont l'obligation d'adopter la monnaie unique lorsqu'ils satisferont aux critères du traité de Maastricht. Ceci inclut entre autre la nécessité d'appartenir durant deux ans à un mécanisme de taux de change avec l'euro. En pratique, les choses sont plus complexes comme l'illustre bien le cas de la Suède.

Un sondage auprès de la population des Etats membres appartenant à la zone euro montre que 66% des personnes sont favorables à une extension de la zone aux nouveaux Etats membres, les avis contraires représentant 21%.⁴⁹ Au niveau des attentes dans les nouveaux Etats membres, 53% des gens pensent que les conséquences seront très positives ou plutôt positives et 33% partagent le jugement contraire. Les attentes sont les plus positives en Roumanie et en Pologne. Dans les trois Etats baltes et à Chypre, les attentes négatives dominent cependant.⁵⁰ Comme dans les Etats déjà membres de la zone euro, les craintes d'une augmentation des prix sont très fortes.⁵¹ Par contre, les ressortissants des nouveaux Etats membres sont 55% à penser que l'utilisation de l'euro les conduira à se sentir plus européens, contre 35% d'avis contraires.⁵²

Une question souvent débattue est de savoir si une politique monétaire unique pourra convenir à la fois à des économies matures et à des pays en phase de rattrapage économique comme le sont les nouveaux Etats membres de l'UE. Le président Trichet évoque certes le précédent de l'intégration de l'Espagne et du Portugal aux Communautés européennes, mais cela se passait avant l'UEM...⁵³

L'union économique et monétaire sans union politique ?

Nous avons vu que près de quatre Européens sur cinq au sein de la zone euro estiment que le fait d'avoir une monnaie commune ne va pas renforcer leur identité européenne. Cela signifierait-il, contrairement aux arguments néo fonctionnalistes, que l'UEM n'aura pas d'incidence sur l'établissement d'une union politique ?

L'analyse du président Trichet est très intéressante ; il dit ceci : « L'Europe est en train de changer d'une manière absolument prodigieuse aujourd'hui. Est-ce qu'elle ira beaucoup plus

⁴⁸ Jean Pisani-Ferry, *There is Room for Improvement in the Appointment of ECB Executive Board Members*, Bruegel, Brussels, Bruegel Policy Contribution, No.2, May 2006, 3p.

⁴⁹ European Commission, *The Eurozone, 5 Years after the Introduction of the Euro Coins and Banknotes: Summary*, Flash Eurobarometer 193 – The Gallup Organization, November 2006, p.17.

⁵⁰ European Commission, *Introduction of the Euro in the New Member States: Summary*, Flash Eurobarometer 214 – The Gallup Organization, November 2007, p.16.

⁵¹ *Ibid*, p.20.

⁵² *Ibid*, p.24.

⁵³ Benoît Coeuré and Jean Pisani-Ferry, *Fiscal Policy in EMU: Towards a Sustainability and Growth Pact?* Bruegel, Brussels, Bruegel Working Paper, No.2005/01, December 2005, pp.20-21. Benoît Coeuré enseigne à l'Ecole polytechnique à Paris. □ Simon Tilford, *Will the Eurozone Crack?* Centre for European Reform, London, September 2006, p.55.

loin de par la volonté des peuples européens dans la voie de l'union politique ? C'est probable mais je n'en suis pas sûr. Et est-ce qu'elle ira d'ailleurs elle aussi beaucoup plus loin dans la dimension géographique ? C'est une décision qui sera prise par les peuples européens et sur la dimension historique longue : je ne sais pas moi-même. Ce qui nous est demandé, comme le faisait Jean Monnet, c'est de bien faire, et de bien achever le chantier d'aujourd'hui. Et le bon achèvement du chantier d'aujourd'hui ouvre autant de perspectives nouvelles. Depuis qu'il a lancé l'Europe sur ce concept extraordinairement fructueux, nous faisons de l'Histoire et je crois que le propre de l'Histoire qui se fait, c'est qu'elle est imprévisible. Donc encore une fois, en tant que citoyen européen, je suis sûr que nous n'avons pas achevé la construction de l'Europe et j'espère que l'Europe ira beaucoup plus loin, plus loin dans le domaine de l'union politique. [...] je ne crois pas qu'il y ait un lien direct avec l'union économique et monétaire. »⁵⁴

On peut synthétiser l'analyse du président Trichet ainsi : l'UEM se suffit à elle-même et elle est durable. S'il y a une union politique – ce qu'il souhaite, ce sera pour d'autres raisons. L'analyse de Simon Tilford a ceci de commun avec celle du président Trichet qu'elle n'implique pas l'existence des effets d'entraînement (spillovers) de la théorie néo fonctionnaliste en direction d'une union politique. Il y a cependant une différence essentielle : pour Tilford, l'UEM n'est pas durable sans une intégration économique plus étroite et des mesures de libéralisation. La question des réformes structurelles réapparaît au grand jour.⁵⁵ L'extrapolation suivante peut être faite à partir de la perspective amenée par Tilford : l'UEM couronne un processus d'intégration économique (le marché intérieur en bref), mais l'influence entre le marché intérieur et l'UEM est en réalité double : il faut un marché intérieur suffisamment avancé pour établir une UEM, mais cette dernière, une fois en place, va elle-même appeler un approfondissement du marché intérieur.

La perspective de l'économiste britannique Michael Wickens est encore différente. Son analyse montre qu'il croit à l'existence d'effets d'entraînement de l'UEM en direction d'une union politique, partant du constat que l'UEM n'est pas durable sans un vrai budget fédéral, qui appelle une union politique. Il relève que les niveaux de prix nationaux entre les Etats membres de la zone euro divergeront de façon cumulée au fil du temps. Les pays avec le plus d'inflation souffriront d'une perte de compétitivité permanente et non soutenable, et il n'existera plus pour eux l'option d'une dévaluation ou d'une dépréciation de leur monnaie. Le seul instrument pour rétablir l'équilibre serait alors l'établissement d'un système européen de transferts budgétaires.⁵⁶

Si l'on compare les analyses de Tilford et Wickens, on constate tout d'abord un diagnostic commun, à savoir que l'UEM, sur sa trajectoire actuelle, ne pourrait pas se maintenir dans la durée à cause de divergences cumulatives entre Etats. Le remède qu'ils prescrivent est cependant différent. Wickens évoque la création d'un budget fédéral européen important, permettant des transferts entre Etats membres en vue de rétablir les équilibres de compétitivité. Tilford semble ne pas croire à la possibilité d'une union politique, donc n'entre pas en matière sur de possible transferts conséquents entre pays. D'autre part, il doute de l'efficacité de la politique budgétaire, constatant que les budgets nationaux en Europe sont plus importants qu'aux Etats-Unis et que cela ne fournit pas la solution. A ses yeux, les

⁵⁴ Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, interview accordée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME) le 21 septembre 2007, Médiathèque de la FJME, Lausanne.

⁵⁵ Simon Tilford, *Will the Eurozone Crack?* Centre for European Reform, London, September 2006, 61p.

⁵⁶ Michael R. Wickens, *Is the Euro Sustainable?* Centre for Economic Policy Research, London, CEPR Discussion Paper No.6337, June 2007, 19p. Michael Wickens enseigne à l'Université de York en Angleterre.

remèdes sont l'achèvement du marché intérieur et les réformes structurelles indispensables des marchés. A lire Tilford et Wickens, l'UE aurait deux solutions dans la durée pour préserver l'UEM : s'intégrer économiquement d'une façon plus étroite et se libéraliser... ou s'intégrer politiquement plus étroitement.

La dimension internationale de l'euro

Dans deux contributions, Lorenzo Bini Smaghi d'un côté et Alan Ahearne et Barry Eichengreen de l'autre, font le même constat que la représentation de la zone euro dans les enceintes internationales est très insuffisante. Ils jugent que le fait que l'Europe ne parle pas d'une seule et même voix est nuisible pour deux raisons. La première est que les Européens, étant divisés, ont un poids plus faible sur la scène internationale que s'ils étaient unis. En cas d'union, le vote des Européens pourrait souvent devenir décisif. Les Européens ayant beaucoup d'intérêts partagés, il serait judicieux qu'ils s'entendent d'abord entre eux, puis négocient avec leurs partenaires. A cet égard, le domaine commercial, où l'Europe parle d'une voix à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est cité comme un modèle. Ce nouveau mode opératoire pourrait aussi permettre à l'Europe de mieux contribuer à gouverner la mondialisation et de répondre ainsi aux soucis de ses citoyens. La division des Européens est jugée négative pour une deuxième raison : leur surreprésentation en termes de sièges – et non d'influence – dans les enceintes internationales empêche de réformer ces dernières pour donner un plus grand rôle aux pays émergents, créant ainsi le risque que ces derniers développent des forums alternatifs ou que la pratique du bilatéralisme prenne le pas sur la voie multilatérale. Les experts précités s'accordent à penser qu'une démarche progressive serait la plus souhaitable – même si elle n'est pas facile à réaliser, commençant par le Fonds monétaire international (FMI), puis étendue à d'autres institutions comme le G8, le G10 ou le Forum de stabilité financière.⁵⁷

La question de la politique de taux de change de la zone euro a fait couler passablement d'encre. Jean Pisani-Ferry rappelle le compromis du traité de Maastricht entre une position allemande mettant l'accent sur l'objectif de lutte contre l'inflation et des thèses françaises insistant pour que le pouvoir politique ait son mot à dire sur les taux de change avec d'autres monnaies. Le problème est que la politique monétaire et la politique de taux de change sont les deux faces d'une même question. La solution mise en œuvre à la plus grande satisfaction de la BCE, lui laissant en pratique les coudées franches, n'est pas jugée suffisante par Jean Pisani-Ferry, qui plaide pour des discussions politiques au niveau international afin de mieux stabiliser le système monétaire international.⁵⁸ Force est de constater que, en l'absence d'un vrai système, de telles considérations restent d'ordre théorique.

Il est enfin intéressant de rappeler l'attitude de la BCE face à la montée en puissance de l'euro dans l'économie mondiale. Les choses semblent très claires : la BCE souhaite que les évolutions inévitables dans le domaine monétaire international se fassent de façon modérée et ordonnée. Au surplus, le président Trichet déclare : « Nous avons dit très clairement que nous ne faisons pas de campagne pour l'utilisation internationale de l'euro. Nous n'avons pas non plus évidemment fait de campagne pour décourager l'ensemble des épargnants, des

⁵⁷ Lorenzo Bini Smaghi, « Powerless Europe: Why is the Euro Area Still a Political Dwarf? », *International Finance*, Vol.9, No.2, August 2006, pp.261-279. □ Alan Ahearne and Barry Eichengreen, « External Monetary and Financial Policy: A Review and a Proposal », in André Sapir (ed), *Fragmented Power: Europe and the Global Economy*, Bruegel, Brussels, 2007, pp.128-155. Alan Ahearne enseigne à l'Université nationale d'Irlande à Galway et Barry Eichengreen à l'Université de Californie à Berkeley.

⁵⁸ Jean Pisani-Ferry, « A Tale about the Euro Exchange Rate Policy », *Financial Times Deutschland (FTD)-Wirtschaftswunder*, July 2007.

investisseurs et des participants du marché de l'utilisation de l'euro. Nous leur avons dit : voilà, il y a un nouvel instrument, il est à la disposition de ceux qui y trouveront un intérêt. Et c'est la position que nous continuerons de prendre. »⁵⁹

Conclusions

L'euro est un succès indéniable. Sa mise en place ayant été soigneusement préparée, cela n'est pas dû au hasard. Le succès global de la politique suivie se traduit par l'existence d'une zone de stabilité monétaire et par une faible inflation, ce qui peut être jugé positif pour l'Europe et le monde. En outre, la zone euro va s'élargir dans les prochaines années, le rôle de la monnaie unique européenne va croissant dans l'économie mondiale et l'architecture institutionnelle du système apparaît solidement en place. Les points débattus à cet égard, à savoir la question de la transparence des décisions du Conseil des gouverneurs de la BCE (non publication des procès-verbaux) et les chasses gardées des grands pays lors de la nomination des membres du directoire, ne sauraient remettre en question la force de l'architecture institutionnelle choisie.

Le pacte de stabilité et de croissance demeure un grand élément de controverse. Beaucoup s'interrogent pour savoir s'il est nécessaire, s'il est judicieux ou s'il marche tout simplement. Dans ce genre de situation, le problème est toujours que l'on peut se demander si les difficultés surviennent du fait qu'il est appliqué ou justement qu'il ne l'est pas.

Deux éléments d'inachèvement réel ou potentiel apparaissent clairement. Le premier concerne la représentation de la zone euro dans les enceintes internationales. Sans véritable représentation commune, les Européens apparaissent se faire du tort à eux-mêmes d'une façon collective. Ils fragilisent aussi les instruments de coopération et les institutions internationales en place. Si un électrochoc survenait ici dans les années à venir, on pourrait alors véritablement parler d'un effet d'entraînement de l'intégration monétaire européenne.

Le second élément d'inachèvement, cette fois potentiel, concerne l'identité européenne et l'union politique. Si l'on se réfère aux enquêtes faites, il n'y a en effet pas de lien fort établi entre l'euro et le renforcement d'une identité européenne. La possibilité de l'avènement d'une vraie union politique, avec un système fédéral à la clé, est plus qu'hypothétique. Selon certains, cet avènement pourrait toutefois être programmé dans le patrimoine génétique de l'UEM à travers le nécessaire établissement à terme d'un vrai budget fédéral européen. Bien entendu, l'union politique pourrait aussi hypothétiquement voir le jour pour d'autres raisons, liées par exemple à des enjeux de dimension planétaire ou des questions de sécurité.

Il convient enfin de se demander s'il existe des menaces potentielles sur l'euro. Ici, on peut relever deux aspects. Le premier concerne les soutiens populaires en faveur de l'UEM, eux-mêmes influencés par les attitudes des Etats membres. L'évolution du taux de soutien populaire en faveur de la monnaie unique devra être attentivement scruté. Le sentiment général d'augmentation des prix, même s'il n'est pas confirmé par les outils statistiques, devra être pris très au sérieux car il est lié à la question de la légitimité même de l'euro. On peut déplorer que certains responsables nationaux et médias, lorsqu'ils parlent d'Europe, tendent à user – et à abuser – de l'argument disant que « c'est Bruxelles qui nous l'impose ». Dans les batailles pour imposer la discipline budgétaire et des réformes structurelles souvent douloureuses, le risque est réel que l'UE devienne un bouc émissaire. A voir ce qui se

⁵⁹ Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, interview accordée à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME) le 21 septembre 2007, Médiathèque de la FJME, Lausanne.

pratique, on a bien l'impression de faire face à une tentative de « sauvetage européen de l'Etat-nation » pour reprendre le titre du fameux ouvrage de l'historien britannique Alan Milward.⁶⁰ Le risque est aussi sérieux d'assister à des amalgames entre mondialisation et construction européenne.

La deuxième menace potentielle sur l'euro est due aux divergences économiques entre Etats membres. On peut se rappeler la prégnance de cet argument. Dans les années 1970 déjà, des divergences économiques fortes avaient bloqué les projets antérieurs de création d'une UEM. A l'heure actuelle, les écarts de compétitivité n'ont pas disparu et certains se demandent si une politique monétaire unique est adéquate pour un espace hétérogène comme la zone euro, au sein duquel coexistent des économies matures et d'autres en phase de rattrapage. Certains franchissent le pas et vont jusqu'à parler du risque d'éclatement de la zone euro. Mais, bien entendu, il n'existe pas de consensus à ce sujet. Vu les enjeux, on peut en tout cas se hasarder à parier que les Etats membres de la zone euro et de l'UE feront tout pour empêcher ce scénario apocalyptique de se passer. Certains évoquent un autre risque, à savoir celui d'une zone monétaire laxiste s'accommodant de l'inflation. Mais le cadre légal et institutionnel en place, ainsi que l'expérience de l'UEM sur presque une décennie, ne valident pas cette crainte.

Gilles Grin
Fondation Jean Monnet
pour l'Europe⁶¹

⁶⁰ Alan S. Milward, *The European Rescue of the Nation-State*, Routledge, London, 2nd ed., 2000, 466p.

⁶¹ L'auteur est vice-directeur de la Fondation. Il s'exprime en son propre nom et ses propos n'engagent pas l'Institution.